

**Arrêté E-1 (2025) – Arrêté sur les arbres
Ville de Dieppe**

Table des matières

1. Définitions	1
Section 1 – Conditions générales	4
2. Généralités	4
3. Champ d'application	4
4. Conditions	4
5. Exemptions	5
6. Interdictions	6
7. Déclaration et certificat d'autorisation	6
Section 2 – Processus de demande de certificat d'autorisation	6
8. Demande de certificat d'autorisation	7
9. Arbres dangereux ou posant un risque pour la sécurité publique	7
10. Étude arboricole	8
11. Personne autorisée à fournir une étude arboricole	9
12. Validation de l'étude arboricole	9
13. Fausses informations par un arboriculteur	10
14. Consentement	11
15. Émission d'un certificat d'autorisation	11
16. Conditions du certificat d'autorisation	12
17. Refus de la demande	12
18. Processus d'appel	13
Section 3 – Création d'habitation, d'espace commercial ou industriel, de nouvelle rue ou projet sur lot vacant à l'intérieur de la zone d'intervention	15
19. Exigences minimales de plantation	15
20. Compensation pour les arbres d'intérêts	16
21. Conservation de zone boisée et des arbres d'intérêts	16
22. Calculs des arbres à planter	17
23. Autres exigences de plantation	17
Section 4 – Autre projet à l'intérieur de la zone d'intervention	17
24. Remplacement pour la coupe d'arbre	17
25. Arbres morts, malades ou dangereux	18
Section 5 – Conditions générales relatives au certificat d'autorisation	18
26. Conditions pour les arbres à planter	18
27. Activités interdites	19
28. Mesures de protection	19
29. Modification des mesures de protection	20
30. Restrictions à l'intérieur de la zone de protection	21
31. Affichage du certificat d'autorisation	21
32. Révocation d'un certificat d'autorisation	21
33. Arrêt des travaux	22
34. Reprise des travaux	23
Section 6 – Frais reliés au certificat d'autorisation	23
35. Frais de demande	23
36. Dépôt et remise des garanties	24
37. Compensation financière	24

**By-Law E-1 (2025) – Tree By-Law
City of Dieppe**

Table of Contents

1. Definitions	1
Part 1 – General conditions	4
2. Generalities	4
3. Application	4
4. Conditions	4
5. Exemptions	5
6. Prohibitions	6
7. Notification and certificate of authorization	6
Part 2 – Application process for a certificate of authorization	6
8. Application for a certificate of authorization	7
9. Dangerous trees or trees that pose a risk to public safety	7
10. Tree study	8
11. Person authorized to provide a tree study	9
12. Validation of the tree study	9
13. False information from an arborist	10
14. Consent	11
15. Issuance of a certificate of authorization	11
16. Conditions of the certificate of authorization	12
17. Refusal of the application	12
18. Appeal process	13
Part 3 – Creation of housing, commercial or industrial space, new street or project on vacant lot within the intervention zone	15
19. Minimum planting requirements	15
20. Compensation for trees of interest	16
21. Conservation of wooded area and trees of interest	16
22. Calculations of planting tree	17
23. Other planting requirements	17
Part 4 – Other project within the intervention zone ...	17
24. Replacement for tree cutting	17
25. Dead, diseased or dangerous trees	18
Part 5 – General conditions for the certificate of authorization	18
26. Conditions for planting trees	18
27. Prohibited activities	19
28. Protective measures	19
29. Modification of protective measures	20
30. Restrictions within the protection zone	21
31. Display of the certificate of authorization	21
32. Revocation of a certificate of authorization	21
33. Stop work order	22
34. Resumption of work	23
Part 6 – Fees related to the certificate of authorization	23
35. Application fee	23
36. Deposit and delivery of security	24
37. Financial compensation	24
38. Use of funds	25
Part 7 – Application of the by-law	25
39. Implementation	25

38. Utilisation des fonds	25
Section 7 – Application de l’arrêté	25
39. Mise en application	25
40. Amendes.....	26
41. Divisibilité	27

40. Fines	26
41. Severability.....	27

ARRÊTÉ E-1 (2025)

ARRÊTÉ SUR LES ARBRES

ATTENDU QUE le conseil municipal de la Ville de Dieppe a adopté une vision écoresponsable et un plan de développement durable en harmonie avec les meilleures pratiques de gestion du territoire; et

ATTENDU QUE la protection des arbres joue un rôle essentiel dans les objectifs et des principes du développement durable, de bien-être pour la santé des résidents et de protection de la biodiversité; et

PAR CONSÉQUENT, en vertu des pouvoirs que lui confère la *Loi sur la gouvernance locale*, chapitre 18, le conseil de la Ville de Dieppe, dûment réuni, adopte ce qui suit :

1. Définitions

Les définitions qui suivent s'appliquent au présent arrêté :

« agent d'exécution des arrêtés » Personne nommée et désignée agent d'exécution des arrêtés par le conseil municipal de Dieppe (*by-law enforcement officer*);

« analyse géotechnique » échantillonnage terrain des conditions souterraines d'un site réalisé par une entreprise spécialisée en analyse des sols et limité à l'emprise nécessaire pour la circulation de la machinerie (*geotechnical analysis*);

« arboriculteur » Spécialiste en soin et en entretien des arbres, qui peut être diplômé en technologie forestière, un forestier professionnel accrédité, ou un architecte paysager (*arborist*);

« arbre » Toute espèce de plante vivace ligneuse, y compris son système racinaire, d'un minimum de dix (10) cm de DHP, qui a atteint ou peut atteindre une hauteur minimale de quatre cent cinquante (450) cm lorsqu'elle parvient à sa maturité physiologique et tout arbre à planter n'ayant pas encore atteint dix (10) cm de DHP (*tree*);

« arbre à planter » Produit de pépinière utilisé pour

BY-LAW E-1 (2025)

TREE BY-LAW

WHEREAS the Council of the City of Dieppe has adopted an eco-responsible vision and a sustainable development plan in harmony with the best management practices of the territory; and

WHEREAS the protection of trees plays an essential role in the objectives and principles of sustainable development, the well-being of residents and the protection of biodiversity; and

NOW THEREFORE, the Council of the City of Dieppe, duly assembled, pursuant to its authority under the *Local Governance Act*, Chapter 18, enacts as follows:

1. Definitions

The following definitions apply to this By-law:

"arborist" means a specialist in the care and maintenance of trees, who may be a graduate in forestry technology, a registered professional forester, or a landscape architect (*arboriculteur*);

"appeal committee" means a committee formed by three (3) people duly appointed by the Council of the City of Dieppe, and mandated to conduct appeal hearings of the Director's decisions to refuse applications for certificates of authorization under this by-law (*comité d'appel*);

"applicant" means the person submitting a request for a certificate of authorization under the present By-law to the City (*demandeur*);

"boundary tree" means a tree that has a portion of its trunk growing over one or more property lines (*arbre mitoyen*);

"by-law enforcement officer" means a person appointed and designated as a by-law enforcement officer by Council of the City of Dieppe (*agent d'exécution des arrêtés*);

remplacer un arbre ou compenser la création d'infrastructure civile, commerciale, industrielle et résidentielle, soit un produit de pépinière feuillu d'un calibre d'au moins quatre cm et demi (4,5) de diamètre à quinze (15) cm du sol et de deux cents (200) cm de hauteur, soit un produit de pépinière conifère d'une hauteur d'au moins cent cinquante (150) cm, soit un autre arbre approuvé par le directeur (*planting tree*);

« arbre d'intérêt » Tout arbre ayant un DHP d'au moins trente (30) cm, dont la longévité est suffisante et dont la vigueur est adéquate et dont l'essence ne possède pas de caractères écologiques indésirables comme par exemple une espèce envahissante (*tree of interest*);

« arbre mitoyen » Arbre dont une partie du tronc pousse au-dessus d'une ou de plusieurs limites de propriété (*boundary tree*);

« arbre municipal » Un arbre dont le tronc ou plus de la moitié de la base du tronc est situé sur la propriété publique. Tout arbre municipal est considéré comme une propriété de la Ville (*municipal tree*);

« arbre à protéger » Tout arbre identifié comme arbre à protéger dans un certificat d'autorisation; il peut s'agir d'un arbre ou d'une zone boisée, d'un arbre d'intérêt, ou tout autre arbre désigné par le directeur (*protected tree*);

« arbuste » Plante vivace ligneuse dont la croissance en hauteur n'atteint pas plus de sept (7) m et dont la tige se ramifie près du sol (*shrub*);

« certificat d'autorisation » Certificat d'autorisation émis par la Ville pour la coupe et la plantation d'arbre à planter (*certificate of authorization*);

« comité d'appel » Comité de trois (3) personnes dûment nommées par le Conseil de la Ville de Dieppe, et mandaté de procéder aux audiences d'appel de décisions du directeur de refuser des demandes de certificats d'autorisation sous le présent arrêté (*appeal committee*);

« demande de permis reçue et payée » Toute demande de permis d'aménagement, de lotissement

"certificate of authorization" means a certificate of authorization issued by the City for the cutting and planting of trees (*certificat d'autorisation*);

"corporation" business or legal entity in charge of producing goods or services (*personne morale*);

"destroy" means to remove, cut, or alter a tree or any part thereof to such an extent that it cannot recover (*détruire*);

"diameter at breast height" or "DBH" means the width of the trunk of a tree measured at one hundred and thirty (130) cm from the ground, where the first branching occurs below one hundred and thirty (130) cm, the cumulative diameters of the three largest trunks at one hundred and thirty (130) cm height are added together (*diamètre à hauteur de poitrine, DHP*);

"director" means the person responsible for issuing the certificate of authorization or any of their agents, unless otherwise specified in this By-law (*directeur*);

"frontage" means the horizontal distance between the side lot lines measured along the front lot line; in the case of a corner lot, the front and flank lot lines are deemed to extend to their hypothetical point of intersection for the purpose of calculating the frontage (*façade*);

"geotechnical analysis" means a field sampling of subsurface conditions on a given site, carried out by a firm specializing in soil analysis and limited to the right-of-way required for machinery circulation (*analyse géotechnique*);

"good arboricultural practices" means the harvesting, pruning, maintenance or protection of trees in a forest or urban setting to reduce damage or loss to those same trees or surrounding ecosystems, or to enhance productive, aesthetic or recreational functions (*saines pratiques arboricoles*);

"intervention zone" means that portion of the City designated as an intervention zone as illustrated in Appendix A (*zone d'intervention*);

ou de construction jugée recevable et payée au Service de planification et de développement de la Ville ayant été assignée à un numéro de dossier (*permit application received and paid*);

« demandeur » personne qui soumet une demande de certificat d'autorisation en vertu du présent arrêté à la Ville (*applicant*);

« détruire » Enlever, couper ou altérer un arbre ou une de ses parties à un point tel qu'il ne peut s'en remettre (*destroy*);

« diamètre à hauteur de poitrine » ou « DHP » Largeur du tronc d'un arbre mesurée à cent trente (130) cm du sol, dans le cas où le premier embranchement survient en dessous de cent trente (130) cm, les diamètres cumulatifs des trois plus gros troncs à cent trente (130) cm de hauteur sont additionnés (*diameter at breast height, DBH*);

« directeur » Responsable de l'émission du certificat d'autorisation ou l'un ou l'autre de ses mandataires, sauf indication contraire dans le présent arrêté (*director*);

« essence » Espèce ou variété d'arbre (*tree species*);

« étude arboricole » Rapport sur les arbres présents sur un site ou en périphérie préparé par un arboriculteur et autres informations selon les lignes directrices fournies par la Ville (*tree study*);

« façade » La distance horizontale séparant les limites latérales mesurées le long de la limite avant; dans le cas de lot de coin, les limites avant et de flanc sont réputées s'étendre jusqu'à leur point hypothétique d'intersection pour le calcul de la façade (*frontage*);

« personne morale » Corporation ou entreprise en charge de produire des biens ou services (*corporation*);

« rue » L'emprise intégrale de chaque route publique ou chemin public ou accès privé (*street*);

« saines pratiques arboricoles » Opérations de récolte, d'élagage, d'entretien ou de protection des arbres en milieu forestier ou urbain visant à réduire

"municipal tree" means a tree in which the trunk or more than one-half of the base of the trunk is located on public property. All municipal trees are considered to be city property (*arbre municipal*);

"permit application received and paid" means an application for a development, subdivision or building permit that has been accepted and paid to the City's Planning and Development Department and has been assigned a file number (*demande de permis reçue et payée*);

"planting tree" means a nursery product used to replace a tree or to compensate for the creation of civil, commercial, industrial and residential infrastructure, and includes a deciduous nursery product that is at least four and one-half (4.5) cm diameter at fifteen (15) cm above soil line and two hundred (200) cm in height, a coniferous nursery product that is at least one hundred and fifty (150) cm in height, or another tree that is approved by the Director (*arbre à planter*);

"protected tree" means any tree identified as a protected tree in a certificate of authorization and may include a tree or wooded area, a tree of interest, or any other tree designated by the Director (*arbre à protéger*);

"protection zone" means the area on the ground from the trunk as defined in the table to Section 29 (*zone de protection*);

"public utility" means a network, work, plant, equipment or service, whether public or private, that is intended for use by the public, and includes water, sewage and storm water systems, gas pipelines, treatment facilities, lift stations, pumping stations, telephone lines, cable lines and power lines (*service public*);

"shrub" means a woody perennial plant that grows to a height of not more than seven (7) m and has a stem that branches near the ground (*arbuste*);

"street" means the entire right-of-way of every public road or public way or private access (*rue*);

les dommages ou les pertes de ces mêmes arbres ou des écosystèmes avoisinants, ou à l'amélioration des fonctions productives, esthétiques ou de plaisance (*good arboricultural practices*);

« service public » Réseau, ouvrages, usine, équipement ou services, publics ou privés, destinés à l'usage du public; la présente définition vise notamment les réseaux d'eau et d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales, les gazoducs, les installations de traitement, les stations de relèvement, les postes de pompage, les lignes téléphoniques et les lignes de câblodistribution et de transport d'énergie (*public utility*);

« zone boisée » Groupement d'arbres divers et les plantes du sous-étage incluant les plantes herbacées, arbustives ainsi que la régénération arborescente dont la coupe n'est pas effectuée sur une base régulière (*wooded area*);

« zone de protection » Aire au sol à partir du tronc, définie selon le tableau à l'article 29 (*protection zone*);

« zone d'intervention » S'entend de la partie de la Ville désignée comme zone d'intervention telle qu'illustrée à l'Annexe A (*intervention zone*).

Section 1 – Conditions générales

2. Généralités

Les désignations au pluriel incluent le singulier, le cas échéant, à moins qu'un nombre soit précisé.

3. Champ d'application

Le présent arrêté s'applique à l'ensemble du territoire de la Ville tel que défini par l'arrêté concernant les quartiers et la composition du Conseil en vigueur.

4. Conditions

- (1) À l'exception d'un arbre municipal, lorsqu'un arbre mitoyen touche à la fois à deux propriétés privées ou plus, l'arbre est la responsabilité du propriétaire dont la plus

"tree" means any species of woody perennial plant, including its root system, of a minimum of ten (10) cm DBH, which has reached or is capable of reaching a minimum height of four hundred and fifty (450) cm when physiologically mature, and any planting tree that has not yet reached ten (10) cm DBH (*arbre*);

"tree of interest" means any tree with a DBH of at least thirty (30) cm, with sufficient longevity and adequate vigor, and whose species does not possess undesirable ecological traits such as an invasive species (*arbre d'intérêt*);

"tree species" means a species or variety of tree (*essence*);

"tree study" means a report on the trees on or around a site prepared by an arborist and other information according to guidelines provided by the City (*étude arboricole*);

"wooded area" means a grouping of various trees and understory plants including herbaceous, shrubby and regenerating trees that are not cut on a regular basis (*zone boisée*).

Part 1 – General conditions

2. Generalities

Designations in plural include the singular, where applicable, unless a number is specified.

3. Application

This By-law applies to the entire City as defined by the current Wards and Composition of the Council By-law.

4. Conditions

- (1) With the exception of a municipal tree, where a boundary tree abuts two or more private properties, the tree is the responsibility of the owner whose property

grande partie de la base du tronc est située sur son terrain.

- (2) Les conditions du certificat d'autorisation émis en vertu du présent arrêté sont transférables à toute personne physique ou morale prenant possession du lot visé ou toute personne opérant des travaux sur le lot.
- (3) Le certificat d'autorisation émis en vertu du présent arrêté est valide pour une durée maximale de deux (2) ans, après quoi le demandeur doit refaire une demande et payer les frais qui s'y rattachent.

5. Exemptions

Le présent arrêté ne s'applique pas :

- (1) à l'arpentage sur une largeur maximale de deux (2) m en soumettant un plan fourni par une personne accréditée par l'association des arpenteurs-géomètres du Nouveau-Brunswick;
- (2) aux activités d'analyses géotechniques de qualité et de structure du sol avec documentation fournie par une entreprise spécialisée;
- (3) à une société de la Couronne;
- (4) à un arbre situé dans un bâtiment, un solarium, une cour intérieure ou sur une toiture-jardin;
- (5) à une entreprise exploitant un verger, une érablière, ou une pépinière en activité;
- (6) à la coupe ou l'entretien des branches qui nuisent à la sécurité publique tel que décrit au paragraphe 9(2);
- (7) au détenteur d'un permis de construction ou d'aménagement émis avant le 12 juin 2023;
- (8) au demandeur d'un permis de construction ou d'aménagement dont la demande est dûment reçue et payée au Service de

has the greater part of the base of the trunk on the property.

- (2) The terms and conditions of a certificate of authorization issued under this By-law are transferable to any individual or corporation taking possession of the subject lot or any person doing work on the lot.
- (3) A certificate of authorization issued under this By-law shall be valid for a maximum of two (2) years, after which time the applicant shall reapply and pay the applicable fee.

5. Exemptions

This By-law does not apply to:

- (1) the surveying of a maximum width of two (2) m with the submission of a plan by a person licensed by the Association of New Brunswick Land Surveyors;
- (2) geotechnical analysis activities to assess soil quality and structure with supporting documentation submitted by a specialized firm;
- (3) a Crown Corporation;
- (4) a tree located in a building, sunroom, interior courtyard or on a roof garden;
- (5) a business operating an orchard, maple grove, or an active tree nursery;
- (6) The cutting or maintenance of branches that interfere with public safety as described in Subsection 9(2);
- (7) the holder of a building or development permit issued prior to June 12th, 2023;
- (8) an applicant for a building or a development permit whose application is duly received and paid for at the Planning and

planification et de développement avant le 12 juin 2023.

6. Interdictions

- (1) Nul ne peut endommager ou détruire un arbre, ou en permettre la destruction ou l'endommagement ainsi que le remblai ou le creusage à l'intérieur de la zone de protection d'un arbre.
- (2) Nul ne peut planter un arbre sur un terrain appartenant à la Ville.

7. Déclaration et certificat d'autorisation

- (1) À l'extérieur de la zone d'intervention, notwithstanding l'article 6, toute personne désirant couper un arbre doit fournir des informations à la Ville selon la procédure en vigueur, notamment :
 - a) Le nombre et l'essence des arbres coupés;
 - b) L'emplacement des arbres ou la superficie coupée;
 - c) Le plan de plantation le cas échéant, incluant les essences et la taille des plants;
 - d) Toute autre information pertinente demandée par la Ville afin d'effectuer ses analyses.
- (2) À l'intérieur de la zone d'intervention, notwithstanding l'article 6, la plantation d'un arbre sur un terrain de la Ville ou l'endommagement ou la destruction d'un arbre peu importe sa localisation est autorisé lorsqu'un certificat d'autorisation est émis à la suite d'une demande complète déposée à la Ville.

Section 2 – Processus de demande de certificat d'autorisation

Development Department prior to June 12th, 2023.

6. Prohibitions

- (1) No one shall damage or destroy, or permit the destruction or damage of, a tree, or fill or excavate within the protection zone of a tree.
- (2) No one shall plant a tree on land owned by the City.

7. Notification and certificate of authorization

- (1) Outside the intervention zone, notwithstanding Section 6, any person that desires to cut down a tree shall notify the City with appropriate information following the current procedure, including:
 - a) The number and species of trees cut;
 - b) The location of the trees or the surface area cut;
 - c) The planting plan, if applicable, including species and size of plants;
 - d) Any other relevant information requested by the City for the purpose of conducting its analysis.
- (2) Within the intervention zone, notwithstanding Section 6, the planting of a tree on City property or the damaging or destroying of a tree regardless of its location is authorized when a certificate of authorization is issued following a complete application filed with City.

Part 2 – Application process for a certificate of authorization

8. Demande de certificat d'autorisation

- (1) Quiconque entend endommager ou détruire un arbre situé à l'intérieur de la zone d'intervention doit au préalable présenter au directeur une demande de certificat d'autorisation en suivant la procédure en vigueur.
- (2) Quiconque entend couper plus du quart des branches vivantes d'un arbre situé à l'intérieur de la zone d'intervention doit au préalable présenter une demande de certificat d'autorisation en suivant la procédure en vigueur.

9. Arbres dangereux ou posant un risque pour la sécurité publique

- (1) Lorsque l'abattage d'urgence d'un arbre est nécessaire, lorsque la probabilité d'une chute de l'arbre est imminente et qu'un arbre ou une partie d'un arbre présente un risque extrême, le propriétaire peut procéder immédiatement à la coupe de l'arbre ou ses parties mais doit avertir la Ville dans les sept (7) jours suivants l'événement et fournir des pièces justificatives, sans s'y limiter, un rapport d'arboriculteur ou validation d'un employé de la Ville, et des photographies de l'arbre, l'espèce et les caractéristiques de taille et de hauteur de l'arbre et de la distance par rapport au bâtiment, le cas échéant.
- (2) La Ville peut faire ou faire faire des travaux d'élagage ou d'émondage d'arbres ou de parties d'arbres selon de saines pratiques arboricoles, par exemple coupe d'une branche jusqu'au tronc, s'il est démontré que l'arbre ou ses parties empiètent sur les infrastructures municipales notamment dans les cas suivants :
 - a) À deux (2) m au pourtour de tout panneau de signalisation ou tout panneau de nom de rue;
 - b) Cinq (5) m au-dessus de la chaussée d'une rue;

8. Application for a certificate of authorization

- (1) Any person who intends to damage or destroy a tree within the intervention zone shall first apply to the Director for a certificate of authorization following the current procedure.
- (2) Any person who intends to cut more than one-quarter of the live branches of a tree located within the intervention zone shall first apply to the Director for a certificate of authorization following the current procedure.

9. Dangerous trees or trees that pose a risk to public safety

- (1) Where emergency cutting of a tree is necessary, where the likelihood of the tree falling is imminent and a tree or part of a tree poses an extreme risk, the owner may immediately proceed with the cutting of the tree or part thereof but must notify the City within seven (7) days of the event and provide supporting documents, including, but not limited to, an arborist's report or validation from a City employee, and photographs of the tree, the species and characteristics of the size and height of the tree and the distance from the building if applicable.
- (2) The City may cause or cause to be caused the pruning or trimming of trees or parts of trees in accordance with good arboricultural practices, such as cutting a branch down to the trunk, where it is shown that the tree or parts of the tree are encroaching on City infrastructure, including but not limited to the following:
 - a) Two (2) m around any traffic sign or street name sign;
 - b) Five (5) m above the roadway of a street;

- c) Cinq (5) m au-dessus d'une allée prioritaire dédiée aux véhicules d'urgence;
- d) Cinq (5) m au-dessus d'un sentier utilitaire sous lequel se trouvent des infrastructures municipales;
- e) Trois (3) m au-dessus d'un trottoir ou d'un sentier utilitaire autre que celui visé à l'alinéa précédent;
- f) Dans la zone du triangle de visibilité tel que défini dans l'arrêté de zonage en vigueur.

10. Étude arboricole

Toute coupe d'arbre doit faire l'objet d'une étude arboricole effectuée dans les dix-huit (18) mois précédant la date de demande, afin d'analyser la demande de certificat d'autorisation.

Les exigences d'une étude arboricole peuvent comprendre les éléments suivants :

- (1) coordonnées du propriétaire du lot;
- (2) coordonnées de l'entrepreneur et de l'agent autorisé;
- (3) emplacement des arbres à enlever ou des zones boisées;
- (4) essence;
- (5) DHP;
- (6) hauteur;
- (7) état de la couronne et forme de croissance;
- (8) état ou indice de vigueur des arbres;
- (9) description du peuplement forestier pour les zones boisées si applicable;
- (10) raisons du demandeur pour l'enlèvement;

- c) Five (5) m above a priority lane for emergency vehicles;
- d) Five (5) m above a utility pathway under which municipal infrastructure is located;
- e) Three (3) m above a sidewalk or utility pathway other than that referred to in the preceding Subsection;
- f) Within the area of the visibility triangle as defined in the current zoning by-law.

10. Tree study

All tree cutting shall be subject to a tree study conducted within eighteen (18) months prior to the date of application, for the purpose of analyzing the application for a certificate of authorization.

The requirements for a tree study may include the following:

- (1) contact information of the lot owner;
- (2) contact information of the contractor and authorized agent;
- (3) location of trees to be removed or wooded areas;
- (4) species;
- (5) DBH;
- (6) height;
- (7) crown condition and growth form;
- (8) tree condition or vigor index;
- (9) stand description of wooded areas if applicable;
- (10) applicant's reasons for removal;

- (11) recommandations de l'arboriculteur;
- (12) plan des tracés utilisés pour l'inventaire dans les zones boisées;
- (13) plans ou croquis indiquant l'emplacement des arbres;
- (14) mesures de protection des arbres proposées;
- (15) confirmation et consentement pour les arbres en limite de propriété;
- (16) renseignements sur les arbres à planter proposés s'il y a lieu;
- (17) renseignements supplémentaires;
- (18) réglementation fédérale et provinciale;
- (19) déclaration volontaire;
- (20) date de l'évaluation;
- (21) toute autre information pertinente requise par le directeur.

11. Personne autorisée à fournir une étude arboricole

L'étude arboricole peut être réalisée par un membre du personnel qualifié de la Ville ou peut être fournie par le demandeur si elle a été réalisée par un arboriculteur. Si le demandeur requiert les services de la Ville, l'ordre de priorité de traitement des dossiers fonctionne sur la base du premier arrivé, premier servi.

12. Validation de l'étude arboricole

- (1) Toute étude arboricole soumise dans le cadre d'une demande de certificat d'autorisation fait l'objet d'une validation de la part de la Ville.
- (2) Si des inexactitudes sont notées, la Ville peut exiger que l'étude arboricole soit corrigée ou refaite.

- (11) recommendations of the arborist;
- (12) tracks used for the inventory in wooded areas;
- (13) plans or sketches showing the location of trees;
- (14) proposed tree protection measures;
- (15) confirmation and consent for property line trees;
- (16) information on proposed planting trees, if applicable;
- (17) additional information;
- (18) federal and provincial regulations;
- (19) voluntary declaration;
- (20) date of assessment;
- (21) any other relevant information required by the Director.

11. Person authorized to provide a tree study

The tree survey may be conducted by a qualified City staff member or may be provided by the applicant if it has been conducted by an arborist. If the applicant requires the City's services, the order of priority for processing files shall be on a first-come, first-served basis.

12. Validation of the tree study

- (1) All tree studies submitted as part of an application for a certificate of authorization may be validated by the City.
- (2) If inaccuracies are noted, the City may require that the tree study be corrected or redone.

13. Fausses informations par un arboriculteur

- (1) Tout arboriculteur qui fournit sciemment un rapport contenant des informations fausses ou trompeuses concernant l'état de santé, la taille, la localisation, l'espèce ou tout autre aspect lié à la protection et la conservation des arbres, est passible d'une amende ainsi qu'une interdiction de soumettre toute étude arboricole ou autre document technique en lien avec le présent arrêté pour une durée de deux (2) ans dans le cas d'une première infraction et de quatre (4) ans en cas de récidive.
- (2) La découverte d'informations fausses ou trompeuses dans l'étude fournie par un arboriculteur doit être validée par écrit d'un expert mandaté par la Ville.
- (3) Avant d'appliquer la sanction prévue au paragraphe (1), la Ville notifie à l'arboriculteur concerné de la découverte des données fausses ou trompeuses et lui offre la possibilité de présenter ses explications par écrit.
- (4) La décision du directeur est communiquée à l'arboriculteur par écrit, précisant les motifs et les preuves sur lesquelles elle se fonde, ainsi que le processus d'appel possible.
- (5) L'arboriculteur concerné dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la notification de la décision pour faire appel de cette sanction auprès du bureau du greffier. Pendant la période d'examen de l'appel, la sanction n'est pas exécutoire.
- (6) En cas de confirmation de la sanction par le Bureau du greffier, l'arboriculteur ne peut soumettre aucune étude arboricole ou autre document technique en lien avec le présent arrêté.

13. False information from an arborist

- (1) Any arborist who knowingly provides a report containing false or misleading information concerning the health, size, location, species, or any other aspect related to the protection and conservation of trees shall be subject to a fine and a prohibition from submitting any tree study or technical documents relating to the By-law for a period of two (2) years in the case of a first offence and four (4) years in the case of a subsequent offence.
- (2) The discovery of false or misleading information in the survey provided by an arborist shall be validated in writing by an expert appointed by the municipality.
- (3) Before applying the penalty provided for in Subsection (1), the municipality shall notify the affected arborist of the discovery of the false or misleading data and provide the arborist with an opportunity to present their defence in writing.
- (4) The decision of the Director shall be communicated to the arborist in writing, setting out the reasons and evidence upon which the decision is based and the process for appeal.
- (5) The affected arborist shall have thirty (30) days from notification of the decision to appeal the sanction to the clerk's office. The sanction shall not be enforceable while the appeal is being considered.
- (6) Upon confirmation of the penalty by the Clerk's Office, the arborist shall immediately be prohibited from submitting tree studies or other technical documents relating to the By-law.

- (7) À l'issue de la période d'interdiction, la Ville acceptera de recevoir des études arboricoles de la part de l'arboriculteur.

14. Consentement

Toute demande de certificat d'autorisation doit être accompagnée du consentement écrit lorsque nécessaire du ou des propriétaires du lot visé ainsi que de tout propriétaire dont les arbres sont mitoyens.

15. Émission d'un certificat d'autorisation

Le directeur peut émettre ou modifier un certificat d'autorisation au demandeur permettant d'endommager ou de détruire des arbres s'il juge que l'analyse du dossier démontre qu'une ou plusieurs conditions suivantes sont présentes :

- (1) que l'endommagement ou la destruction constituent les seules options raisonnables pour la réalisation d'un projet assujéti à un permis d'aménagement, de construction ou de démolition dûment émis;
- (2) qu'il est nécessaire d'enlever des branches ou des arbres dangereux, morts, malades ou gravement endommagés pour des raisons de sécurité;
- (3) que les arbres visés endommagent ou peuvent endommager une structure porteuse ou une charpente de toiture;
- (4) que l'endommagement ou la destruction sont nécessaires pour assainir le sol contaminé;
- (5) que les arbres seront transplantés et qu'ils y seront correctement préparés;
- (6) que l'endommagement ou la destruction sont nécessaires à l'installation, à l'exploitation ou à l'entretien d'infrastructures de services publics, d'aqueduc ou de traitement des eaux usées requises pour la construction ou l'utilisation d'un bâtiment ou d'une structure;

- (7) At the end of the prohibition period, the City will accept new tree studies submitted by the arborist.

14. Consent

All applications for a certificate of authorization must be accompanied by a written consent, where required, from the owner(s) of the land in question as well as from any owner whose trees are boundary trees.

15. Issuance of a certificate of authorization

The Director may issue or amend a certificate of authorization to an applicant allowing damage or destruction of trees if the Director determines that the analysis of the file demonstrates one or more of the following conditions:

- (1) that the damage or destruction is the only reasonable option for carrying out a project subject to a properly issued development, construction or demolition permit;
- (2) the removal of hazardous, dead, diseased or severely damaged trees or branches is necessary for safety reasons;
- (3) the trees in question damage or may damage a load-bearing structure or roof structure;
- (4) that the damage or destruction is necessary to remediate the contaminated soil;
- (5) that the trees will be transplanted and properly prepared for transplantation;
- (6) the damage or destruction is necessary for the installation, operation or maintenance of utility, water or wastewater infrastructure required for the construction or use of a building or structure;

- (7) qu'un plan de plantation et de protection des arbres répond aux exigences de l'arrêté;
- (8) que l'endommagement ou la destruction sont conformes à de saines pratiques arboricoles;
- (9) qu'il existe d'autres circonstances que le directeur juge appropriées.

16. Conditions du certificat d'autorisation

Le directeur peut assortir le certificat d'autorisation de conditions, notamment :

- (1) les mesures à prendre durant les travaux pour les arbres à protéger ou les zones boisées, le cas échéant, conformément aux articles 29 à 31 du présent arrêté;
- (2) application de saines pratiques arboricoles;
- (3) les conditions par rapport aux arbres à planter;
- (4) l'obligation de faire effectuer ou superviser la destruction du ou des arbres par un arboriculteur;
- (5) les circonstances et le moment de l'endommagement ou de la destruction de l'arbre ou des arbres concernés;
- (6) les mesures de compensation si les arbres d'intérêts ou zones boisées ne peuvent être conservés;
- (7) toute condition recommandée par un arboriculteur.

17. Refus de la demande

Le directeur peut refuser une demande de certificat d'autorisation pour les raisons suivantes :

- (1) la demande est incomplète ou l'étude arboricole est erronée, désuète ou

- (7) a tree planting and protection plan meets the requirements of the By-law;
- (8) that the damage or destruction is consistent with good arboricultural practices;
- (9) there are other circumstances that the Director considers appropriate.

16. Conditions of the certificate of authorization

The Director may attach conditions to a certificate of authorization including:

- (1) measures to be taken during the work for trees to be protected or wooded areas, if any, in accordance with Sections 29 to 31 of this By-law;
- (2) the application of good arboricultural practices;
- (3) conditions in relation to planting trees;
- (4) the requirement to have an arborist carry out or supervise the destruction of the tree(s);
- (5) the circumstances and timing of the damage to or destruction of the tree(s);
- (6) the compensation measures if the trees of interest or wooded areas cannot be retained;
- (7) any conditions recommended by an arborist.

17. Refusal of the application

The Director may refuse an application for a certificate of authorization for the following reasons:

- (1) the application is incomplete or the tree study is incorrect, outdated or incomplete;

incomplète;

- | | |
|--|--|
| (2) des alternatives à l'emplacement ou la conception du projet sont disponibles dans le lot visé; | (2) alternatives to the location or design of the project are available on the subject lot; |
| (3) la demande est faite pour des raisons esthétiques, de désagrément ou une modification d'aménagement paysager; | (3) the application is made for aesthetic, nuisance or landscaping reasons; |
| (4) l'arbre abrite des oiseaux nicheurs ou des espèces animales à statut particulier; | (4) the tree supports nesting birds or special status animal species; |
| (5) l'arbre est une espèce protégée ou est situé dans un écosystème protégé par une loi fédérale ou provinciale; | (5) the tree is a protected species or is located in an ecosystem protected by federal or provincial legislation; |
| (6) la coupe d'arbre contrevient aux saines pratiques arboricoles; | (6) the cutting of the tree contravenes good arboricultural practices; |
| (7) le site de plantation proposé ne convient pas à une survie adéquate des arbres ou risquerait d'endommager des infrastructures ou services; | (7) the proposed planting site is not suitable for adequate tree survival or may cause damage to infrastructure or services; |
| (8) la coupe d'arbre pourrait nuire au maintien d'écosystèmes, de parcs ou d'infrastructures publiques; | (8) the cutting of the tree could adversely affect the sustainability of ecosystems, parks or public infrastructure; |
| (9) les frais de demande ou de garanties n'ont pas été acquittés; | (9) the application or guarantee fees have not been paid; |
| (10) la coupe d'arbre entraînerait une modification significative de l'écoulement des eaux de surface; | (10) the cutting of the tree would result in a significant change in the flow of surface water; |
| (11) toute autre circonstance que le directeur juge appropriée. | (11) any other circumstances that the Director considers appropriate. |

18. Processus d'appel

- (1) Dans les quinze (15) jours de la réception de l'avis de la décision, le demandeur peut faire une demande d'appel en informant par écrit le greffier de la Ville et en indiquant quels sont ses motifs d'appel.
- (2) Sur réception d'une demande d'appel, le greffier compose un comité d'appel parmi les

18. Appeal process

- (1) Within fifteen (15) days of receiving notice of the decision, the applicant may request an appeal by notifying the City Clerk in writing and stating the grounds for the appeal.
- (2) Upon receipt of a request for an appeal, the Clerk shall form an Appeal Committee from

personnes admissibles et leur transmet le dossier, y compris tout document relatif à l'enquête et à la décision. Il doit y avoir parmi les membres du comité d'appel appelés à entendre l'appel au moins un arboriculteur et au moins un résident de la Ville de Dieppe.

- (3) L'audience de l'appel devra être tenue dans les soixante (60) jours de la réception de la demande d'appel. Tout membre du comité d'appel qui pourrait avoir un conflit d'intérêts véritable, potentiel ou présumé en raison d'un appel doit le signaler aussitôt qu'il s'en rend compte et s'abstenir de siéger sur l'appel en question.
- (4) Le greffier avise par écrit l'appelant, au moins quinze (15) jours avant la date de la tenue de l'audience par courrier recommandé. L'avis contient ce qui suit :
 - a) La date, l'heure, le lieu et l'objet de l'audience;
 - b) Une copie du présent arrêté;
 - c) Un énoncé indiquant que la personne qui demande l'appel doit se présenter ou être représentée à l'audience.
- (5) L'affaire sera instruite, que les autres parties soient ou non présentes ou représentées. À sa seule discrétion dans des circonstances extraordinaires seulement, le comité d'appel a néanmoins l'autorité de reporter ou d'ajourner une audience.
- (6) Les membres choisis pour entendre l'appel ou le renvoi désignent entre eux le président de l'audience.
- (7) Le président est maître de la procédure. L'audience est informelle et publique et n'est pas assujettie aux règles de preuve ordinaires et se déroule dans l'une des deux langues officielles choisie par l'appelant. La Ville est responsable de fournir la traduction au besoin. La preuve par ouï-dire est recevable,

among eligible persons and shall provide them with the file, including any documents relating to the investigation and decision. The members of the Appeal Committee called upon to hear the appeal shall include at least one arborist and at least one resident of the City of Dieppe.

- (3) The appeal hearing shall be held within sixty (60) days of receipt of the request for appeal. Any member of the Appeal Committee who may have an actual, potential or perceived conflict of interest with respect to an appeal shall disclose such conflict as soon as they become aware of it and shall refrain from sitting on the appeal.
- (4) The Clerk shall notify the appellant in writing, at least fifteen (15) days before the date of the hearing by registered mail. The notice shall contain the following:
 - a) The date, time, place and purpose of the hearing;
 - b) A copy of this By-law;
 - c) A statement that the person requesting the appeal must appear or be represented at the hearing.
- (5) The matter shall be heard whether or not the other parties are present or represented. In its sole discretion, and only in exceptional circumstances, the Appeal Committee nevertheless has the authority to postpone or adjourn a hearing.
- (6) The members selected to hear the appeal or referral shall designate among themselves the chairperson of the hearing.
- (7) The chairperson shall have control of the proceedings. The hearing shall be informal and public and shall not be subject to the ordinary rules of evidence and shall be conducted in one of the two official languages chosen by the appellant. The City is responsible for providing translation, if

mais elle ne peut être invoquée comme fondement unique de la décision.

- (8) L'appellant peut se présenter à l'audience avec ou sans représentant et appeler ses témoins. Il a le droit d'entendre l'ensemble de la preuve présentée à l'audience afin de contre-interroger les témoins et d'examiner les documents.
- (9) Les témoins de la Ville témoignent en premier et présentent toute preuve à l'appui de la décision.
- (10) Le comité d'appel fournit au greffier une copie de ses décisions dans les dix (10) jours suivant l'audience.
- (11) Le comité d'appel peut, concernant la décision :
- a) confirmer la décision;
 - b) modifier la décision; ou
 - c) annuler la décision.
- (12) Dans les cinq (5) jours de la réception des conclusions du comité d'appel, le greffier en transmet une copie à l'appellant.

Section 3 – Création d'habitation, d'espace commercial ou industriel, de nouvelle rue ou projet sur lot vacant à l'intérieur de la zone d'intervention

19. Exigences minimales de plantation

Pour tout projet de création d'habitation, d'espace commercial ou industriel, ou de développement de nouvelle rue, qu'il y ait coupe d'arbres ou non, le demandeur doit planter minimalement sur le site du projet :

- (1) un (1) arbre à planter par unité de logement et par quatre-vingt-treize (93) m² de superficie d'espaces commerciaux ou industriels; et

needed. Hearsay evidence is admissible, but cannot be relied upon as the sole basis for decision.

- (8) The appellant may appear at the hearing with or without a representative and call witnesses. The appellant has the right to hear all of the evidence presented at the hearing in order to cross-examine witnesses and to examine documents.
- (9) The City's witnesses shall testify first and present any evidence in support of the decision.
- (10) The Appeal Committee shall provide the Clerk with a copy of its decision within ten (10) days of the hearing.
- (11) The Appeal Committee may, with respect to the decision:
- a) confirm the decision;
 - b) modify the decision; or
 - c) rescind the decision.
- (12) Within five (5) days of receiving the Appeal Committee's findings, the Clerk shall forward a copy to the appellant.

Part 3 – Creation of housing, commercial or industrial space, new street or project on vacant lot within the intervention zone

19. Minimum planting requirements

For any proposed new residential, commercial, or industrial space, or new street development, whether or not trees are cut, the applicant shall plant a minimum of:

- (1) one (1) tree per dwelling unit and per ninety-three (93) m² of commercial or industrial space; and

(2) un (1) arbre à planter par tranche de dix (10) m de façade de nouvelle rue.

20. Compensation pour les arbres d'intérêts

Nonobstant l'article 19, tout projet autorisé selon un permis d'aménagement pour la création d'habitation, d'espace commercial ou industriel ou de lotissement qui occasionne la coupe d'arbre d'intérêts doit faire l'objet d'une compensation. La compensation pour la coupe d'arbre d'intérêt prévoit :

(1) la plantation d'arbres selon ratios suivants :

DHP de l'arbre d'intérêt (cm)	Arbres à planter
30-40	4
41-50	5
51-60	6
61-70	7
71-80	8
81-90	9
91-100	10
101-110	11
111 et +	12

(2) la mesure du DHP est toujours arrondie à l'entier supérieur.

21. Conservation de zone boisée et des arbres d'intérêts

Pour une demande de certificat d'autorisation sur des projets tel que décrit à l'article 19, les mesures de conservation d'arbres dispensent le demandeur de planter des arbres selon les conditions suivantes :

(1) La conservation d'une zone boisée d'une largeur minimale de deux (2) m identifiée dans l'étude arboricole dispense le demandeur de planter des arbres selon un ratio d'un (1) arbre par vingt-cinq (25) m² de zone boisée conservée;

(2) La conservation d'un arbre d'intérêt identifié dans l'étude arboricole dispense le

(2) one (1) tree for every ten (10) m of new street frontage.

20. Compensation for trees of interest

Notwithstanding Section 19, any project authorized under a development permit for new residential, commercial or industrial spaces, or subdivision permit that results in the cutting of a tree of interest shall be compensated. Compensation for the cutting of a tree of interest shall include:

(1) the planting of trees in the following ratios:

DBH of the tree of interest (cm)	Planting trees
30-40	4
41-50	5
51-60	6
61-70	7
71-80	8
81-90	9
91-100	10
101-110	11
111 and more	12

(2) the DBH measurement is always rounded up to the nearest whole number.

21. Conservation of wooded area and trees of interest

For an application for a certificate of authorization on projects as described in Section 19, tree conservation measures exempt the applicant from planting trees under the following conditions:

(1) Conservation of a wooded area of at least two (2) m wide identified in the tree study exempts the applicant from planting trees at a ratio of one (1) tree per one twenty-five (25) m² of wooded area preserved;

(2) The conservation of a tree of interest identified in the tree study exempts the

demandeur de planter des arbres selon les ratios décrits à l'article 20.

22. Calculs des arbres à planter

Une fois le total d'arbres à planter nécessaire au projet établi selon les paramètres aux articles 19 à 21, toute fraction résiduelle est considérée comme un arbre à planter.

23. Autres exigences de plantation

- (1) Le demandeur doit s'assurer de rencontrer les exigences de l'arrêté de zonage en vigueur et les conditions particulières requises par Expansion Dieppe, le cas échéant.
- (2) Le calcul des arbres à planter tient compte des arbres requis en vertu de l'arrêté de zonage en vigueur ou des conditions particulières requises par Expansion Dieppe.
- (3) Les arbustes ne sont pas inclus dans ce calcul.

Section 4 – Autre projet à l'intérieur de la zone d'intervention

24. Remplacement pour la coupe d'arbre

À l'exception d'un arbre mort, posant un danger immédiat ou affecté par une maladie ou un parasite, ou de la coupe requise pour l'installation ou l'entretien de service public, toute coupe d'arbre autorisée entraînant la perte d'arbre sain, doit être remplacé selon le tableau suivant :

DHP de l'arbre coupé arrondi à l'entier supérieur (cm)	Arbres à planter
10-29	1*
30-40	4
41-50	5
51-60	6
61-70	7
71-80	8
81-90	9
91-100	10

applicant from planting trees at the ratios described in Section 20.

22. Calculations of planting tree

Once the total number of planting tree required for the project has been established in accordance with the parameters in Sections 19 to 21, any remaining fraction shall be considered as a planting tree.

23. Other planting requirements

- (1) The applicant must ensure that, as a minimum, they meet the requirements of the current Zoning By-law and any special conditions required by Expansion Dieppe;
- (2) The calculation of planting tree shall take into account trees required by the current Zoning By-law or special conditions required by Expansion Dieppe;
- (3) Shrubs are not included in this calculation.

Part 4 – Other project within the intervention zone

24. Replacement for tree cutting

With the exception of a tree that is dead, poses an immediate hazard or is affected by a disease or pest, or its cutting is required for public utility installation or maintenance, any authorized tree cutting resulting in the loss of a healthy tree shall be replaced in accordance with the following table:

DBH of the tree being cut down rounded up to the nearest whole number (cm)	Planting tree
10-29	1*
30-40	4
41-50	5
51-60	6
61-70	7
71-80	8
81-90	9
91-100	10

101-110	11
111 et +	12

*Sauf s'il reste sur le site un minimum d'un (1) arbre par dix (10) m de façade de rue, toute fraction d'arbre à planter devant être arrondie à l'entier supérieur.

25. Arbres morts, malades ou dangereux

Nonobstant l'article 24, tout arbre retiré parce qu'il est malade, mort ou dangereux doit être remplacé par un (1) arbre à planter à moins qu'il reste au minimum sur le site un (1) arbre par dix (10) m de façade de rue, toute fraction d'arbre à planter devant être arrondie à l'entier supérieur.

Section 5 – Conditions générales relatives au certificat d'autorisation

26. Conditions pour les arbres à planter

(1) La taille minimale de l'arbre à planter doit être :

- a) un produit de pépinière feuillu d'un calibre d'au moins quarante-cinq (45) mm de diamètre à quinze (15) cm du sol et de deux cents (200) cm de hauteur;
- b) un produit de pépinière conifère d'une hauteur d'au moins cent cinquante (150) cm.

(2) Les conditions de plantation peuvent également prévoir :

- a) le nombre et la localisation des arbres à planter sur le site ou un autre site autorisé;
- b) les essences d'arbres autorisées;
- c) la prescription de traitements fertilisants, décompactations du sol ou autres mesures correctrices en vue d'assurer la survie de l'arbre;

101-110	11
111 and more	12

*Except where a minimum of one (1) tree per ten (10) m of street frontage remains, any residual fraction of a planting tree must be rounded up to the next whole number.

25. Dead, diseased or dangerous trees

Notwithstanding Section 24, any tree removed because it is diseased, dead or dangerous shall be replaced with one (1) planting tree unless a minimum of one (1) tree per ten (10) m of street frontage remains, any residual fraction of a planting tree must be rounded up to the next whole number.

Part 5 – General conditions for the certificate of authorization

26. Conditions for planting trees

(1) The minimum size of the planting tree shall be:

- a) a deciduous nursery stock of at least forty-five (45) mm at fifteen (15) cm above soil line and two hundred (200) cm in height;
- b) a coniferous nursery stock that is at least one hundred and fifty (150) cm in height.

(2) The planting conditions may also provide for:

- a) the number and location of planting trees on the site or another permitted site;
- b) the species of trees permitted;
- c) the prescription of fertilizer treatments, soil decompaction or other remedial measures to ensure the survival of the tree;

d) toute autre condition que le directeur juge nécessaire.

(3) Les arbres à planter doivent l'être dans un délai maximum de deux (2) ans après l'obtention d'un certificat d'autorisation.

(4) Les arbres à planter en vertu de l'une ou l'autre des dispositions du présent arrêté doivent être maintenus en bon état à perpétuité et être remplacés au besoin.

27. Activités interdites

À moins d'y être autorisé par le directeur, nul ne peut :

(1) apposer une affiche, une enseigne ou une pancarte sur un arbre, sauf si le présent arrêté l'exige;

(2) endommager le système racinaire, le tronc ou les branches d'un arbre;

(3) diriger les gaz d'échappement de l'équipement vers le feuillage d'un arbre de manière continue, par exemple une génératrice;

(4) tout autre comportement qui peut nuire à la croissance et la survie de l'arbre.

28. Mesures de protection

À moins que le certificat d'autorisation précise de quelle façon spécifique l'arbre doit être protégé, nul ne peut omettre de prendre les mesures de protection suivantes :

(1) avant tout travail, une clôture de protection doit être installée autour de la zone de protection, ou à l'endroit indiqué dans le certificat d'autorisation pour les zones boisées, selon le cas, et demeurer en place jusqu'à la fin des travaux susceptibles d'endommager l'arbre;

(2) l'aire de la zone de protection est définie selon la taille du tronc aux ratios suivants :

d) such other conditions as the Director considers necessary.

(3) Planting trees shall be planted within a maximum of two (2) years after a certificate of approval is issued.

(4) Planting trees pursuant to any of the provisions of this By-law shall be maintained in good condition in perpetuity and replaced as required.

27. Prohibited activities

Unless authorized by the Director, no one shall:

(1) affix a sign, signage or poster to a tree, except as required by this By-law;

(2) damage the root system, trunk or branches of a tree;

(3) direct exhaust fumes from equipment towards the foliage of a tree on a continuous basis, such as a generator;

(4) any other behaviour that may adversely affect the growth and survival of the tree.

28. Protective measures

Unless the certificate of authorization provides for the specific manner in which the tree is to be protected, no one shall fail to take the following protective measures:

(1) prior to any work, a protective fence shall be erected around the protection zone, or at the location indicated in the certificate of authorization for wooded areas, as the case may be, and shall remain in place until the work that may damage the tree is completed;

(2) the area of the protection zone is defined in accordance with the size of the trunk at the

Diamètre (DHP)	Rayon de la zone de protection
(cm)	(m)
10-29	2,0
30-49	3,0
50-59	3,5
60-69	4,0
70-79	4,5
80-89	5,0
90 et plus	5,5

- (3) la clôture de protection doit avoir au moins 1,2 m de hauteur et être installée de façon à ce qu'elle ne puisse être modifiée;
- (4) apposer sur la clôture de protection le document prescrit indiquant les informations sur l'arbre, la taille de la zone de protection et le numéro de certificat d'autorisation qui s'y rattache;
- (5) toute autre mesure requise par le directeur pour protéger l'arbre.

29. Modification des mesures de protection

Nonobstant le paragraphe 28(1) si le directeur juge que les travaux nécessitent de réduire la zone de protection, il peut permettre les mesures suivantes :

- (1) l'ajout d'un dispositif de protection pour les dommages au tronc;
- (2) l'apposition au sol d'une plaque ou de matériaux de protection par-dessus les racines;
- (3) l'émondage de branches et l'entretien nécessaires des racines là où elles sont touchées par les travaux;

following ratios :

Diameter (DBH)	Radius of the protection zone
(cm)	(m)
10-29	2,0
30-49	3,0
50-59	3,5
60-69	4,0
70-79	4,5
80-89	5,0
90 and more	5,5

- (3) the protective fence shall be at least 1.2 m in height and shall be installed in such a manner that it cannot be modified;
- (4) the prescribed document indicating the information on the tree, the size of the protection zone and the subject certificate of approval number shall be affixed to the protective fence;
- (5) any other measure required by the Director to protect the tree.

29. Modification of protective measures

Notwithstanding Subsection 28(1), if the Director determines that the work requires a reduction in the protection zone, the Director may permit the following:

- (1) the addition of a protective device for trunk damage;
- (2) the placement of a protective plate or material on the ground over the roots;
- (3) the pruning of branches and necessary root maintenance where they may be affected by the work;

- (4) la prescription de traitements fertilisants, décompactations du sol ou autres mesures correctrices en vue d'assurer la survie de l'arbre;
- (5) le recours au creusage ou au forage lors de l'excavation;
- (6) toute autre mesure requise par le directeur.

30. Restrictions à l'intérieur de la zone de protection

À l'intérieur de la zone de protection d'un arbre à protéger, à moins d'y être autorisé par le directeur, nul ne peut :

- (1) placer du matériel ou de l'équipement, y compris une toilette extérieure;
- (2) élever ou abaisser le niveau du sol à moins que des mesures d'atténuation satisfaisantes soient mises en place et approuvées par le directeur;
- (3) toute autre activité susceptible d'endommager l'arbre.

31. Affichage du certificat d'autorisation

Au moins cinq (5) jours avant la coupe de l'arbre, le détenteur d'un certificat d'autorisation doit l'afficher de façon bien visible sur le ou les arbres à couper ou tout autre emplacement visible au public sur ou près des travaux.

32. Révocation d'un certificat d'autorisation

Le directeur peut révoquer un certificat d'autorisation si :

- (1) le certificat d'autorisation a été émis sur la base de renseignements inexacts, trompeurs, faux ou erronés;
- (2) le certificat d'autorisation a été émis par erreur;

- (4) the prescription of fertilizer treatments, soil decompaction or other remedial measures to ensure the survival of the tree;
- (5) the carrying out of digging or drilling during excavation;
- (6) any other action required by the Director.

30. Restrictions within the protection zone

Within the protection zone of a tree to be protected and unless authorized by the Director, no one shall:

- (1) place any material or equipment, including an outhouse;
- (2) raise or lower the ground level unless satisfactory mitigation measures are in place and approved by the Director;
- (3) any other activity that may damage the tree.

31. Display of the certificate of authorization

At least five (5) days prior to the cutting of the tree, the holder of a certificate of authorization shall post the certificate of authorization in a clearly visible location on the tree or trees to be cut or in any other location visible to the public on or near the works.

32. Revocation of a certificate of authorization

The Director may revoke a certificate of authorization if:

- (1) the certificate of authorization was issued on the basis of inaccurate, misleading, false or erroneous information;
- (2) the certificate of authorization was issued in error;

(3) le propriétaire ou le titulaire demande par écrit que le certificat d'autorisation soit révoqué;

(4) le propriétaire ou le titulaire enfreint les conditions du certificat d'autorisation.

33. Arrêt des travaux

(1) Si le directeur juge qu'il y a eu contravention au présent arrêté, il peut rendre un ordre obligeant la personne ayant commis, causé ou permis la contravention à cesser l'activité contrevenante.

(2) L'ordre de suspendre les travaux doit décrire avec suffisamment de détails la nature et l'endroit de la contravention, et indiquer la date à laquelle il faut s'y conformer.

(3) Nul ne peut enfreindre un ordre de suspendre les travaux émis.

(4) Un ordre de suspendre les travaux émis en vertu de cet article peut être remis en personne par l'agent d'exécution des arrêtés, affiché en évidence sur la propriété où l'infraction a eu lieu ou envoyé par courriel ou par courrier recommandé à la personne qui contrevient à l'arrêté.

(5) Un ordre de suspendre les travaux qui est signifié par l'agent d'exécution des arrêtés en personne est réputé avoir été signifié le jour de sa remise à la ou aux personnes visées.

(6) Si l'ordre de suspendre les travaux est affiché sur le bien-fonds, il est réputé avoir été signifié le jour de son affichage.

(7) Si un ordre de suspendre les travaux en application du présent arrêté est envoyé par courrier recommandé, il est envoyé à la dernière adresse connue :

a) du demandeur;

b) du propriétaire; ou

(3) the owner or permit holder requests in writing that the certificate of authorization be revoked;

(4) the owner or permit holder is in breach of the terms of the certificate of authorization.

33. Stop work order

(1) Where the Director determines that a contravention of this By-law has occurred, the Director may issue an order requiring the person who committed, caused or permitted the contravention to cease the contravening activity.

(2) A stop work order shall describe in sufficient detail the nature and location of the contravention and the date by which it must be complied with.

(3) No one shall violate a stop work order that has been delivered.

(4) A stop work order issued under this Section may be delivered in person by a by-law enforcement officer, posted in a visible location on the property where the violation occurred or sent by email or registered mail to the person violating the By-law.

(5) A stop work order personally served by a by-law enforcement officer is deemed to have been served on the day it is delivered to the person or persons affected.

(6) If a stop work order is posted on the land, it is deemed to have been served on the day it was posted.

(7) If a stop work order under this By-law is sent by registered mail, it shall be sent to the last known address of:

a) the applicant;

b) the owner; or

- c) de la personne ou de l'entreprise ayant commis l'activité contrevenante;
- d) et est réputé avoir été signifié cinq jours ouvrables après l'envoi.

34. Reprise des travaux

La reprise des travaux peut avoir lieu une fois que la conformité est attestée par un agent d'exécution des arrêtés. Si le délai exigé dans l'ordre d'arrêt des travaux est dépassé, le contrevenant s'expose à des amendes décrites à l'article 40 et une retenue partielle ou totale du dépôt de garantie.

Section 6 – Frais reliés au certificat d'autorisation

35. Frais de demande

- (1) Sauf les situations prévues au paragraphe (2), toute demande de certificat d'autorisation doit être accompagnée des frais administratifs de base de trente-cinq dollars (35 \$) plus cent dollars (100 \$) par hectare de terrain si le terrain mesure plus d'un (1) hectare;
- (2) Les frais de demande ne sont pas perçus dans les cas suivants :
 - a) un émondage est prescrit par un arboriculteur pour assurer la santé, le bon état de l'arbre et la sécurité publique, et est effectué conformément aux saines pratiques arboricoles;
 - b) un arbre mort, malade, ou dangereux confirmé avant ou après la coupe par un représentant autorisé de la Ville;
 - c) une déclaration obligatoire pour la coupe d'arbre à l'extérieur de la zone d'intervention.

- c) the person or business committing the contravening activity;
- d) and shall be deemed to have been served five business days after mailing.

34. Resumption of work

Work may resume once compliance has been certified by a by-law enforcement officer. If the time required in the stop work order is exceeded, the contravener shall be subject to the fines described in Section 40 and the partial or total holdback of the deposit of security.

Part 6 – Fees related to the certificate of authorization

35. Application fee

- (1) Except as provided for in Subsection (2), an application for a certificate of authorization shall be accompanied by a standard administrative fee of thirty-five dollars (\$35) plus one hundred dollars (\$100) per hectare of land if the land is greater than one (1) hectare;
- (2) The application fees shall not be collected in the following cases:
 - a) pruning is prescribed by an arborist to ensure the health, good condition of the tree and public safety, and is done in accordance with good arboricultural practices;
 - b) an authorized representative of the City confirmed that the tree is dead, diseased, or hazardous tree before or after cutting;
 - c) a mandatory declaration for tree cutting outside the intervention zone.

36. Dépôt et remise des garanties

(1) À l'exception d'un projet faisant déjà l'objet d'un dépôt de garantie pour les aménagements paysagers, avant l'émission du certificat d'autorisation, le demandeur du certificat d'autorisation doit fournir une lettre de crédit ou un dépôt de garantie pour les arbres à planter et les arbres à protéger à proximité du projet au montant de chacun des éléments suivants :

- a) cinq cents dollars (500 \$) par arbre à planter;
- b) cinq cents dollars (500 \$) par dix (10) cm de DHP pour les arbres à protéger, le DHP étant arrondi à la dizaine supérieure;
- c) cinq cents dollars (500 \$) par cent (100) m² de zone boisée à protéger;

(2) Les garanties seront remises une fois la plantation et la protection des arbres constatées à la satisfaction de la Ville, au titulaire du certificat d'autorisation.

(3) La Ville active la lettre de crédit ou encaisse partiellement ou entièrement le montant de la caution advenant qu'un titulaire de certificat d'autorisation n'a pas planté le ou les arbres requis dans les délais prescrits ou que les travaux ont provoqué l'endommagement ou la mort d'arbre à protéger.

37. Compensation financière

(1) Le certificat d'autorisation indique un nombre total d'arbres à planter selon les conditions prévues aux articles 19 à 25. Pour chaque arbre ne pouvant être planté sur le site du projet ou sur un autre site approuvé par le directeur, une compensation financière de cinq cents dollars (500 \$) par arbre à planter est exigible et doit être versée à la

36. Deposit and delivery of security

(1) Except for a project already subject to a landscape security deposit, prior to issuance of the certificate of authorization, the applicant for the certificate of authorization shall provide a letter of credit or security deposit for planting trees and trees to be protected near the project in the amount of each of the following:

- a) five hundred dollars (\$500) per planting tree;
- b) five hundred dollars (\$500) per ten (10) cm DBH for protected trees, with the DBH being rounded up to the nearest ten;
- c) five hundred dollars (\$500) per one hundred (100) m² of wooded area to be protected.

(2) The security shall be released to the holder of the certificate of authorization upon completion of the planting and protection of the trees to the satisfaction of the City.

(3) The City shall activate the letter of credit or cash in part or all of the amount of the security in the event that a Certificate of Approval holder has not planted the required trees within the prescribed time frame or the work has resulted in the damage or death of trees to be protected.

37. Financial compensation

(1) The certificate of authorization shall specify a total number of planting trees in accordance with the conditions set out in Sections 19 to 25. For each tree that cannot be planted on the project site or on another site approved by the Director, a financial compensation of five hundred dollars (\$500) per planting tree shall be payable to the City prior to the issuance of the certificate of authorization.

Ville avant l'émission du certificat d'autorisation.

(2) En lieu et place d'une compensation financière, le demandeur peut proposer un projet environnemental à valeur ajoutée de valeur équivalente ou supérieure à la compensation financière sur son site tel que :

- a) toit vert;
- b) jardin de pluie;
- c) bassin de rétention naturalisé;
- d) autre projet approuvé par la Ville.

(3) Pour que le projet environnemental proposé au paragraphe (2) puisse être accepté, il doit remplir les conditions suivantes :

- a) un dépôt équivalent à la compensation financière doit être versé à la Ville, tel que défini à l'article 36;
- b) celui-ci ne doit pas faire partie d'une exigence environnementale d'un autre palier de gouvernement ou d'une exigence particulière de la Ville.

38. Utilisation des fonds

Les frais perçus dans le cadre de l'application du présent arrêté seront utilisés par la Ville à des fins de développement durable par exemple la plantation d'arbres sur terrains publics ou privés, programme d'aide financière pour les arbres morts de cause naturelle, catastrophe naturelle, ou toute autre fin similaire.

Section 7 – Application de l'arrêté

39. Mise en application

(1) Toute organisation ou personne désignée par le conseil agit à titre d'agent d'exécution du présent arrêté.

(2) In lieu of a financial compensation, the applicant may propose a value-added environmental project of equal or greater value to the financial compensation on its site, such as:

- a) green roof;
- b) rain garden;
- c) naturalized retention pond;
- d) other project approved by the City.

(3) For the environmental project proposed under subsection (2) to be approved, it must meet the following conditions:

- a) a deposit equal to the financial compensation must be made to the City, as described in section 36;
- b) it must not be part of an environmental requirement from another level of government or a special requirement of the City.

38. Use of funds

Fees collected under this By-law shall be used by the City for sustainable development purposes such as tree planting on public or private lands, financial assistance program for trees that have died of natural causes, natural disasters or any other similar purpose.

Part 7 – Application of the by-law

39. Implementation

(1) Any association or person designated by Council shall act as by-law enforcement officers for this By-law.

- (2) Les personnes désignées comme agents d'exécution des arrêtés sont autorisées à visiter et à examiner, conformément à la Loi, tout bien-fonds ainsi que l'extérieur d'un bâtiment ou de toute autre construction pour constater si les dispositions de l'arrêté sont respectées, pour y constater tout fait ou pour vérifier tout renseignement nécessaire à l'exercice des pouvoirs qui leur sont dévolus.
- (3) Le conseil autorise les agents d'exécution des arrêtés à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition de l'arrêté et les autorise, en conséquence, à émettre les constats d'infraction utiles à cette fin.
- (4) Sans restreindre l'obligation de respecter toutes les dispositions légales en vigueur, les résidents, organisations, entreprises, individus et toute autre personne doivent s'abstenir d'insulter, de molester, d'intimider, de menacer les employés de la Ville et en aucun moment, nuire à l'exercice de leurs fonctions de quelque manière que ce soit.

40. Amendes

Toute personne qui occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, ou qui fournit des fausses données en contravention à l'une des dispositions du présent arrêté commet une infraction et est passible d'amendes prévues comme suit :

- (1) Quiconque enfreint les paragraphes 6(1), 6(2), 7(1), 9(1), ou 28(1) commet une infraction et est passible d'une amende minimale de deux cents dollars (200 \$) et maximale de deux mille cent dollars (2 100 \$) par arbre ou par cent (100) m² de zone boisée affectés dans le cas d'une personne physique et d'une amende minimale de cinq cents dollars (500 \$) à deux mille cent dollars (2 100 \$) par arbre ou par cent (100) m² de zone boisée dans le cas d'une personne morale.

- (2) The persons designated as by-law enforcement officers are authorized to enter and examine, in accordance with the Law, any land property and the exterior of any building or other structure to ascertain compliance with the provisions of this By-law, to ascertain any fact or to ascertain any necessary information for the purpose of exercising the powers vested in them.
- (3) Council shall authorize by-law enforcement officers to take criminal proceedings against any person who contravenes any provision of the By-law and shall accordingly authorize them to issue such tickets as are necessary for that purpose.
- (4) Without limiting the obligation to comply with all applicable laws, residents, organizations, businesses, individuals and all other persons shall refrain from insulting, harassing, intimidating, threatening or otherwise interfering with the performance of the duties of City employees.

40. Fines

Any individual or corporation who occupies, uses, authorizes the occupation or use of, or erects or permits the erection of a structure on, a lot or any part of a lot, land or structure, or who furnishes false information in contravention of any of the provisions of this By-law, commits an offence and is liable to the fines provided for as follows:

- (1) Any person who violates subsections 6(1), 6(2), 7(1), 9(1), or 28(1) commits an offence and is liable to a fine of not less than two hundred dollars (\$200) and not more than two thousand one hundred dollars (\$2,100) per tree or per one hundred (100) m² of wooded area affected in the case of an individual and to a fine of not less than five hundred dollars (\$500) and not more than two thousand one hundred dollars (\$2,100) per tree or per one hundred (100) m² of wooded area in the case of a corporation.

- (2) Quiconque enfreint les paragraphes 9(2), 13(1), 27, 28(3), 28(4), 28(5), 30, 31, 39(2) ou 39(4) commet une infraction et est passible d'une amende minimale de cent dollars (100 \$) et maximale de deux mille cent dollars (2 100 \$) par infraction dans le cas d'une personne physique et d'un minimum de deux cents dollars (200 \$) et maximum deux mille cent dollars (2 100 \$) par infraction dans le cas d'une personne morale.
- (3) Quiconque ne se conforme pas à un ordre de suspension des travaux ou ne met pas en place les mesures correctrices requises dans les délais requis commet une infraction et est passible d'une amende de cinq cents dollars (500 \$) multiplié par le nombre de jours pendant lesquels l'infraction se poursuit en plus des amendes relatives aux autres articles enfreints.

- (2) Any person who violates subsections 9(2), 13(1), 27, 28(3), 28(4), 28(5), 30, 31, 39(2) or 39(4) commits an offence and is liable to a fine of not less than one hundred dollars (\$100) and not more than two thousand one hundred dollars (\$2,100) per offence in the case of an individual and not less than two hundred dollars (\$200) and not more than two thousand one hundred dollars (\$2,100) per offence in the case of a corporation;
- (3) Any person who fails to comply with a stop work order or fails to implement the required corrective measures within the required time period commits an offence and is liable to a fine of five hundred dollars (\$500) multiplied by the number of days the offence continues in addition to the fines for the other Sections contravened.

41. Divisibilité

Lorsque tout ou partie d'une disposition du présent arrêté est déclarée invalide par un tribunal compétent, le reste du présent arrêté demeure en vigueur, sauf ordonnance contraire du tribunal.

ABROGATION

L'arrêté E-1 (2024) intitulé *Arrêté sur les arbres*, fait et adopté le 26 février 2024, est abrogé.

Première lecture par son titre : le 24 mars 2025

Deuxième lecture par son titre : le 24 mars 2025

Lecture dans son intégralité :

Troisième lecture par son titre :

41. Severability

If any provision of this By-law or part thereof is declared by a court of competent jurisdiction to be invalid, the remainder of this By-law shall continue in force unless the court orders otherwise.

REPEAL

By-Law E-1 (2024) entitled *Tree By-Law*, ordained and passed on February 26, 2024, is repealed.

First reading by title: March 24, 2025

Second reading by title: March 24, 2025

Read in its entirety:

Third reading by title:

Maire/Mayor

Greffier/Clerk

ANNEXE A/APPENDIX A

